



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

## **Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC) - 20 novembre 2008**

*Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions du CNC ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse du CNC n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.*

*Bonne lecture !*

### **Comité communication-CNC**

.....  
**La Presse Canadienne, 20 novembre 2008 - 760 000 enfants canadiens grandissent dans la pauvreté : Ottawa préfère le développement des compétences au développement social** - Au moins 760 000 enfants canadiens, soit environ un sur neuf, grandissent dans la pauvreté, selon un nouveau rapport qui réclame au gouvernement Harper de suivre la voie de plusieurs provinces et d'agir.

Le rapport qui sera publié vendredi par l'organisme anti-pauvreté Campagne 2000 estime que le gouvernement fédéral sous-estime largement la véritable étendue de la misère.

Et selon la coordonatrice nationale de l'organisme, Laurel Rothman, cela est dû au fait que les chiffres les plus récents de Statistique Canada sont ceux de 2006 et ne reflètent pas la crise économique actuelle.

Elle croit également qu'une partie de la classe moyenne n'aura pas accès à l'assurance-emploi et n'aura pas d'autre alternative si le gouvernement ne prenait pas de décision pour diminuer le niveau de la pauvreté au Canada. Selon elle, une famille sur quatre qui vit dans une petite ville et qui gagne moins de 27 745\$ après

les taxes est considérée à faible revenu.

«Je crois que le gouvernement fédéral a beaucoup de raisons pour prendre cette situation au sérieux, établir une stratégie, des objectifs ainsi qu'un échéancier», a-t-elle affirmé.

Mme Rothman estime également que le taux de pauvreté infantile se situe juste en-dessous de 12 pour cent, soit la demi d'un pour cent de moins qu'en 1989, année où les premiers ministres du pays avaient adopté un plan pour éliminer la pauvreté d'ici 2000.

Et selon elle, la donnée la plus marquante est qu'environ 40 pour cent des enfants désavantagés ont au moins un parent qui travaille à temps plein pour un salaire misérable et de maigres bénéfices. Des milliers de Canadiens ont joint ces rangs, croit-elle, puisque les emplois payants dans les manufactures ont fondu comme neige au soleil, l'an dernier, particulièrement en Ontario.

Cependant, Mme Rothman croit qu'il y a de l'espoir puisque que certaines provinces comme le Québec, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, le Manitoba, Terre-Neuve et le Labrador ont adopté ou adopteront des plans afin de diminuer la pauvreté.

Le gouvernement Harper a adopté une approche non-interventionniste lorsqu'il est question d'enjeux sociaux et touchant à la santé, deux domaines de juridiction provinciale. Mais Mme Rothman ainsi que d'autres militants anti-pauvreté insistent pour qu'Ottawa joue un rôle accru.

Une porte-parole de la ministère des Ressources humaines, a affirmé que le gouvernement «continuera d'investir pour (les) familles et (l') futur et continuera d'aider ceux cherchant à briser le cercle de la pauvreté et de l'itinérance».

«Nous faisons déjà des investissements considérables», a ajouté Julie Vaux, soulignant des avantages fiscaux et des crédits accordés aux parents.«Il y a également la nouvelle prestation fiscale pour le revenu gagné qui aide les gens à se sortir de l'aide sociale», a-t-elle ajouté.

L'organisme Campagne 2000 demandera entre autres à Ottawa d'hausser la prestation fiscale canadienne pour enfants de 3 300\$ à 5 100\$, estimant que c'est le minimum nécessaire pour sortir les enfants de la pauvreté.

Sue Bailey

\*\*\*\*\*

**La Presse, 20 novembre 2008 - Discours du Trône: selon Stéphane Dion, il serait irresponsable de défaire le gouvernement** - Si il faut se fier à leurs réactions après le discours du Trône qui a eu lieu ce mercredi à Ottawa, tant le Bloc québécois que le Nouveau parti démocratique n'appuieront pas celui-ci. Cependant, le chef du Parti libéral du Canada, Stéphane Dion, a quant à lui déclaré clairement que sa formation allait donner son aval.

Gilles Duceppe, chef du Bloc québécois, a affirmé que le discours du trône est insensible envers les gens qui subissent les effets de la crise économique. En entrevue au réseau RDI peu de temps après le discours lu par Michaëlle Jean, le leader bloquiste a déploré le fait que cet exercice ne contenait rien pour l'assurance-emploi, pour l'environnement ainsi que pour les retraités. Selon lui, malgré le fait que l'économie domine le plan conservateur, peu de détails sont présents sur ce thème.

Quelques minutes plus tard, le chef du Nouveau Parti démocratique Jack Layton est lui aussi intervenu sur les ondes de la télévision d'État. Il a soutenu que ce discours ne répondait ni aux attentes de son parti ni à celles des Canadiens qui souffrent de la crise. «La réalité de la crise n'était pas reflétée dans les mots» a affirmé le leader néo-démocrate. Il a aussi déploré qu'il n'y a aucune référence à l'assurance-emploi. Il estime que cela indique que les conservateurs vont continuer dans le même direction que lors de leur dernier mandat.

Puis ce fut au tour du chef du Parti libéral du Canada, Stéphane Dion, de réagir. Questionné sur le fait que le Bloc québécois et le NPD ne semblaient pas prêts à appuyer le discours du Trône, le leader du PLC a soutenu que ce serait irresponsable de défaire le gouvernement alors que le pays vient à peine de vivre une campagne électorale. Il a cependant déclaré que le discours du Trône reste très vague et qu'il n'apporte rien de nouveau. Il dit attendre le plan du gouvernement lors de la mise à jour économique la semaine prochaine, mais a ajouté que les conservateurs ont caché la possibilité d'un déficit probable.

Stéphane Dion assure l'intérim au PLC jusqu'au prochain congrès à la chefferie, puisqu'il a annoncé quelques jours après les dernières élections qu'il quittait la direction de la formation.

\*\*\*\*\*

**Le Devoir, 20 novembre 2008 - Discours du Trône - Les fonctionnaires feront les frais de la crise - Christian Paradis écarte la possibilité de garantir au Québec un pourcentage de sièges aux Communes**

Comme prévu, c'est un plan de match tout en économie que l'équipe conservatrice de Stephen Harper a livré hier par la bouche de la gouverneure générale, Michaëlle Jean. À peine retrouve-t-on dans ce discours du Trône quelques mots sur la justice et l'environnement.

Son adoption n'en est pas moins assurée grâce à l'appui des libéraux de Stéphane Dion.

«Il serait tout à fait irresponsable d'aller en élections maintenant. Tout le monde le sait», a déclaré M. Dion pour justifier son appui qui garantit une fois de plus la stabilité du gouvernement minoritaire.

Protéger l'avenir du Canada, le troisième discours du Trône de Stephen Harper, trace un sombre portrait des perspectives économiques du pays. D'entrée de jeu, le gouvernement établit un parallèle avec les «éléments implacables» qu'ont été les deux guerres mondiales et la Grande Dépression. «Nous savons que les Canadiens affronteront les problèmes d'aujourd'hui avec la même détermination que leurs parents et grands-parents et, comme eux, ils en ressortiront plus forts que jamais.»

Stephen Harper remise définitivement sa promesse électorale de ne jamais écrire de budget fédéral à l'encre rouge. «En ces temps extraordinaires de ralentissement mondial, il serait malavisé de s'engager à déposer à tout prix un budget équilibré à court terme car, au bout du compte, ce sont les familles canadiennes qui pourraient en faire les frais», est-il écrit.

Le gouvernement promet d'apporter «de nouveaux soutiens» aux secteurs de l'automobile et de l'aérospatiale, mais ceux-ci ne sont pas encore définis et ne le seront pas davantage dans l'énoncé économique que doit livrer le ministre des Finances, Jim Flaherty, la semaine prochaine.

Les fonctionnaires fédéraux feront les frais de la contraction de l'économie. Le discours du Trône annonce l'intention du gouvernement de déposer un projet de loi pour «assurer une croissance durable» de la rémunération de la fonction publique si les négociations, débutées au printemps 2007, devaient s'enliser. La dernière offre fédérale, prévoyant des augmentations salariales de 1,5 %, 1,5 %, 1,2 % et 1,2 % sur quatre ans, a été rejetée.

Ottawa revient une fois de plus à la charge avec cette idée -- qui circule depuis plus d'une décennie -- de créer une seule commission des valeurs mobilières pancanadienne à laquelle s'oppose le Québec. Cette fois, la «crise du crédit» actuelle et les «dangers d'un système de réglementation financière fragmenté» qu'elle a mis en lumière servent de prétextes. Le ministre Flaherty adopte toutefois une approche pragmatique en permettant aux provinces récalcitrantes de se retirer.

### **Le Québec sur ses gardes**

D'autres intentions contenues dans le discours d'hier sont susceptibles de froisser le Québec. Le gouvernement Harper promet de revenir à la charge avec sa réforme du Sénat et de déposer une fois de plus son projet de loi augmentant de 22 personnes le nombre de députés de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de l'Ontario pour refléter leur croissance démographique. Avec ses 75 sièges, le Québec verra son poids relatif dilué à la Chambre des communes.

Le lieutenant pour le Québec, Christian Paradis, a écarté la possibilité de garantir au Québec un pourcentage des sièges, comme cela avait été évoqué lors des négociations constitutionnelles passées, justement parce que cela impliquerait de rouvrir la Constitution. «Je pense que c'est juste, il faut être démocrate, a-t-il commenté. Si le Québec veut avoir plus de sièges, peut-être [lui faudrait-il] faire plus d'enfants. Moi, j'en ai trois déjà!»

La promesse -- non remplie -- d'une charte sur le fédéralisme d'ouverture revient, mais celle d'une loi encadrant le pouvoir fédéral de dépenser se voit diluée. On ne parle plus que de requérir le consentement d'une majorité de provinces pour créer de nouveaux programmes à frais partagés dans des champs de compétences exclusives des provinces.

C'est sans compter que le discours du Trône est silencieux sur les programmes culturels amputés ou encore sur le financement des organismes de développement régional. C'est pourquoi le chef du Bloc québécois n'a pris que 30 secondes après la fin du discours du Trône pour annoncer qu'il s'y opposerait. Selon lui, le Parti conservateur n'a rien retenu de la dernière campagne électorale. «Il y a une fermeture complète sur le Québec», a lancé Gilles Duceppe, qui cite aussi l'absence de coup de barre en environnement. «Le gouvernement renie Kyoto et veut au contraire construire des gazoducs dans le nord», s'insurge le chef du Bloc.

### **Discours vert pâle**

À cet égard, le gouvernement ne prend pas d'engagements trop copieux. Ottawa se fixe comme objectif qu'en 2020, 90 % de toute l'électricité consommée au pays proviendra de sources dites propres, telles que l'hydroélectricité, le nucléaire, l'éolien ou encore le «charbon propre». Ce pourcentage était déjà de 75 % en 2006. Il s'engage par ailleurs à déposer des mesures législatives pour interdire l'exportation ou les transferts d'eau massifs.

De manière générale, sur le plan économique, M. Duceppe estime que Stephen Harper est «insensible à tous les hommes et femmes qui subissent la crise financière». Il souhaitait voir davantage de mesures concrètes, notamment sur l'assurance-emploi ou le changement d'âge pour la conversion des REER en FERR. «Il n'y a strictement rien. Sur l'économie, ça reste très flou», dit-il.

Pareillement, Jack Layton, le chef du NPD, dénonce l'absence de mesures pour les secteurs en crise, comme l'industrie manufacturière. «Les Canadiens voulaient de l'action en ces temps économiques difficiles. Ils veulent plus. Le gouvernement ne semble pas comprendre l'urgence», a dit M. Layton.

Dernier à prendre la parole, le chef libéral, Stéphane Dion, a dû se résoudre à appuyer le discours du Trône. «Les Canadiens viennent juste d'élire un gouvernement minoritaire. Et dans ces temps économiques difficiles, les Canadiens ont comme priorité de voir le Parlement fonctionner», a-t-il dit.

M. Dion estime que le discours du Trône «n'apporte rien de nouveau». Par contre, son parti entend faire son travail d'opposition officielle. «Il faut garder ce gouvernement imputable et responsable. Les conservateurs ont tellement dépensé depuis trois ans qu'ils ont causé ce déficit, même s'ils ont nié son existence durant les élections», a dit le chef du PLC.

Enfin, notons deux initiatives peu attendues: le gouvernement s'engage à faire «une déclaration sur la sécurité nationale qui expliquera comment nous entendons répondre à la fois aux défis que posent les nouvelles menaces à la sécurité nationale et aux exigences de contrôle, de responsabilité et de protection des libertés». Aucun détail n'a été fourni.

Ottawa promet aussi de créer un nouvel organisme non partisan de promotion de la démocratie dans les «pays répressifs». Les États-Unis possèdent un tel organisme, l'International Republican Institute (IRI), créé par Ronald Reagan en 1982-83 pour porter la voix de la démocratie en Amérique latine.

Alec Castonguay , Hélène Buzzetti

\*\*\*\*\*

## **Le Devoir, 20 novembre 2008 - Discours du trône : Toujours conservateur -**

Le discours du Trône lu hier à la reprise des travaux parlementaires à Ottawa par la gouverneure générale Michaëlle Jean ne laisse entrevoir aucun changement de fond dans les politiques du gouvernement conservateur. Si, sur le plan économique, le premier ministre Harper se montre un peu plus interventionniste, ce n'est que sur le bout des pieds qu'il s'avance sur ce terrain.

Les rumeurs pré-discours du Trône alimentées par l'entourage du premier ministre nous annonçaient un gouvernement davantage ouvert à la coopération avec les partis d'opposition et les provinces et, par voie de conséquence, plus consensuel. Oublions cela tout de suite.

Au Québec tout particulièrement, les intentions contenues dans ce discours du Trône ne peuvent globalement être accueillies positivement. Cela est d'autant plus décevant que le Parti conservateur disait tout juste la semaine dernière, à son congrès de Winnipeg, avoir pris acte du désenchantement des Québécois à son endroit et vouloir les reconquérir. Pourtant, dans ce discours, rien n'est de nature à les inciter à revoir le jugement porté le 14 octobre dernier.

À la base du rejet de la vision conservatrice par les Québécois, il y avait cet engagement à accentuer la lutte contre le crime que le gouvernement Harper aujourd'hui maintient fermement. Ces prochains mois, il révisera la Loi sur le contrôle des armes à feu et renforcera la Loi sur les jeunes contrevenants pour les soumettre à des peines pouvant aller jusqu'à la prison à vie. Même chose en ce qui a trait à ses politiques environnementales, qu'il maintient pour ce qui est de la réduction des gaz à effet de serre. Et en matière culturelle, il est hors de question de revenir sur la mise au rancart des programmes de soutien aux arts.

Sur le plan politique, ce discours du Trône prend aussi la voie inverse à celle du rapprochement. Ses intentions laissent plutôt poindre de nouveaux affrontements avec le gouvernement du Québec. Ainsi, le gouvernement Harper va de l'avant avec la création d'une commission des valeurs mobilières commune aux provinces et à Ottawa. Le Québec est unanimement contre un tel projet. On revient aussi à la charge avec l'idée de limiter le pouvoir fédéral de dépenser. L'intention est de n'accorder un «opting out» aux provinces que dans les cas de programmes à frais partagés. Comme ce type de programme n'est plus appliqué, il s'agirait d'un changement factice rejeté par le gouvernement du Québec. La volonté du gouvernement Harper de rendre électifs les postes de sénateur sera aussi mal reçue

par le Québec.

On pourrait par contre voir un changement de cap dans le ralliement du gouvernement Harper pour l'utilisation de l'outil des déficits budgétaires pour contrer une probable récession. Lui qui était tout à fait opposé à cette idée en campagne électorale mise en avant par le libéral Stéphane Dion fait volte-face à la manière du premier ministre Trudeau qui, à l'élection de 1972, avait combattu l'idée d'un contrôle des prix et des salaires pour l'adopter le lendemain.

Stephen Harper ne s'avance toutefois sur ce terrain qu'à contre-cœur. Il n'a pas le choix de suivre le mouvement mondial de soutien à l'économie arrêté lors de la réunion du G20 à Washington samedi dernier. Il accepte l'idée d'aider l'industrie automobile et aérospatiale qui est fragilisée. Le gouvernement fédéral investira aussi dans la réfection des infrastructures avec les provinces pour alimenter l'activité économique. Mais en même temps, il annonce un resserrement des dépenses gouvernementales. Surtout, il exclut de son plan économique le recours à des mesures sociales, par exemple un assouplissement du programme d'assurance-emploi pour en faciliter l'accès aux travailleurs mis au chômage. Le message est clair. Il n'y aura pas de véritable changement. L'interventionnisme économique que pratiquera le gouvernement Harper n'annonce aucun virage idéologique. Il n'est que ponctuel. Ce gouvernement ne dévie pas de sa course. Il est conservateur et il entend le rester.

Bernard Descôteaux

\*\*\*\*\*

**La Presse Canadienne, 19 novembre 2008 - Politique**  
**Discours du Trône : Toute la gamme des réactions** - Les réactions sont nombreuses après la présentation du discours du Trône. Ces réactions vont d'un accueil favorable à la déception, en passant par l'inquiétude.

### **La Fédération canadienne des municipalités**

La Fédération canadienne des municipalités (FCM) s'est dite favorable aux intentions d'Ottawa, qui consistent à investir dans les infrastructures.

Elle rappelle que les investissements dans les infrastructures ont prouvé plus d'une fois leur efficacité en ces temps de ralentissement économique.

La FCM rappelle que les retards administratifs font en sorte que très peu de projets ont pu être réalisés jusqu'à présent avec le Fonds Chantiers Canada. D'une valeur

de 8,8 milliards de dollars, il avait été annoncé dans le budget fédéral de 2007.

L'organisme ajoute que des centaines de projets municipaux d'infrastructures pourront démarrer dès que les activités de construction reprendront au printemps prochain.

### **L'Union des municipalités du Québec**

L'Union des municipalités du Québec (UMQ) est aussi satisfaite de l'intention exprimée dans le discours du Trône qui consiste à accélérer le plan Chantiers Canada.

Elle salue aussi l'annonce de nouveaux soutiens pour le secteur manufacturier, tout comme le maintien de l'aide accordée à l'industrie des mines et de la pêche.

Toutefois, l'UMQ « aurait souhaité pour le secteur forestier l'expression d'une intention claire du gouvernement pour soutenir la relance de cette industrie », qui est particulièrement touchée au Québec.

### **Fédération des chambres de commerce du Québec**

Pour sa part, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) s'inquiète de « l'entêtement du gouvernement du Canada à poursuivre son intention de mettre sur pied une seule agence des valeurs mobilières pour tout le pays ».

La FCCQ estime que le système présent et l'harmonisation de la réglementation entre les diverses provinces sont largement suffisants. Ce système a été mis sur pied en 2004 entre les commissions de toutes les provinces, à l'exclusion de l'Ontario. De plus, la Fédération considère qu'il respecte les diverses compétences.

### **Les syndicats**

La Coordination des Sans-Chemise, qui regroupe la CSN, la FTQ, la CSQ ainsi que le Conseil national des chômeurs (CNC), déplore « le manque de sensibilité et l'aveuglement du gouvernement Harper face à la situation des travailleurs en chômage ».

Le regroupement regrette qu'Ottawa refuse d'améliorer le régime d'assurance-emploi en cette période de crise financière. Il rappelle que moins de la moitié des travailleurs cotisants, soit 46 %, ont accès à ce régime en cas de besoin.

Spécifiquement, du côté de la CSN, la présidente de la Confédération est déçue du discours, considérant qu'il s'inscrit dans la continuité. Elle trouve que les mesures proposées sont vagues.

Par ailleurs, le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) n'hésite pas à dire que le discours du Trône ne comporte pas de solutions pour les travailleurs et l'accueille sévèrement. Il ajoute que « le gouvernement Harper n'a rien appris des causes de la crise actuelle et n'a aucun plan crédible ».

Adrian Wyld

\*\*\*\*\*

**CNW, 19 novembre 2008 - Un discours du Trône sans solutions pour les travailleurs** - Paul Moist, président national du SCFP, a sévèrement accueilli le discours du Trône d'aujourd'hui : "En temps de crise économique, il faut plus que jamais un leadership convaincant et des solutions concrètes pour l'économie.

Aujourd'hui, les Canadiens ont un gouvernement fédéral qui ne semble tout simplement pas intéressé à gouverner.

Le discours du Trône d'aujourd'hui démontre que le gouvernement Harper n'a pratiquement rien appris des causes de la crise actuelle et n'a aucun plan crédible pour nous en sortir.

Ce discours est plutôt un rabâchage des mesures qui sont à l'origine même du désastre : privatisations, déréglementations, compressions dans les services publics, accords de libre-échange, limitation des salaires et "Charte du fédéralisme d'ouverture" entravant le rôle du gouvernement fédéral. En plus, Harper veut mettre nos fonds publics en péril dans des PPP encore plus risqués en période de turbulences financières.

Ce discours du Trône n'a rien à dire aux travailleurs en période d'incertitude économique et de mises à pied. La crise va pousser le taux de chômage à la hausse, mais l'assurance-emploi a été démantelée de telle sorte qu'un travailleur sur quatre seulement est éligible à des prestations qui le condamnent d'ailleurs à la pauvreté. Quant aux régimes de retraite malmenés par la crise financière, ils sont également laissés de côté dans ce discours.

En fait, ce discours du Trône s'attaque davantage aux travailleurs qu'il ne les aide. Par exemple, le gouvernement a l'intention d'entraver le droit à la négociation collective en légiférant sur les salaires dans la fonction publique fédérale. Cette guerre aux salaires se répercuterait dans toute l'économie et entraînerait des gels ou des coupures pour d'autres salariés.

Alors que les baisses d'impôts pour les grandes entreprises continuent, les travailleurs du Canada vont devoir payer pour les politiques économiques et fiscales désastreuses du gouvernement Harper. Des compressions dans les dépenses et les salaires du secteur public ne peuvent qu'empirer et prolonger la crise.

Ce qu'il manquait à ce discours du Trône, c'est un plan de relance ambitieux portant sur trois fronts : secours (bonification de l'assurance-emploi, protection des régimes de retraite); réinvestissements (relance de l'économie avec un vaste programme d'infrastructures); retour de la réglementation du secteur financier. Sur ces trois fronts, le discours du Trône signale des reculs."

Renseignements: ou entrevues: Allison Gifford, service des communications du SFCP, (613) 852-1494

\*\*\*\*\*

**La Presse Canadienne, 19 novembre 2008 - Les milieux des affaires, municipaux et du travail réagissent au discours du Trône -** La Fédération canadienne des municipalités reçoit favorablement les intentions d'Ottawa, exprimées dans le discours du Trône, d'investir dans les infrastructures.

La Fédération rappelle que les investissements dans les infrastructures ont prouvé à maintes reprises leur efficacité en périodes de ralentissement.

La Fédération rappelle qu'à cause des délais administratifs, très peu de projets ont pu être réalisés jusqu'ici à l'aide du Fonds Chantiers Canada de 8.8 milliards de dollars annoncé dans le budget fédéral de 2007 et que des centaines de projets municipaux d'infrastructures sont prêts à être mis en œuvre dès que les activités de construction reprendront au printemps prochain.

La Fédération des chambres de commerce du Québec est inquiète de l'entêtement du gouvernement du Canada à poursuivre son intention de mettre sur pied une seule agence des valeurs mobilières pour tout le pays.

La FCCQ estime que le système de passeport existant, mis sur pied il y a presque en 2004 entre les commissions de toutes les provinces, sauf l'Ontario, et l'harmonisation de la réglementation entre les diverses juridictions sont largement suffisantes, en plus de respecter la compétence des états fédérés du pays.

La Coordination des Sans-Chemise, qui réunit la CSN, la FTQ, la CSQ ainsi que le Conseil national des chômeurs (CNC), déplore le manque de sensibilité et l'aveuglement du gouvernement Harper face à la situation des travailleurs en chômage.

Le regroupement déplore, en cette période de crise financière, qu'Ottawa refuse d'améliorer le régime d'assurance-emploi.

La coordination rappelle que moins de la moitié, soit 46 pour cent, des travailleurs cotisants ont accès au régime d'assurance-emploi en cas de besoin.

\*\*\*\*\*

**CSN, 19 novembre 2008 - Réaction de la CSN au discours du Trône: continuité et austérité** - La présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, est déçue du discours du Trône livré cet après-midi par le gouvernement Harper. "Il s'agit d'un discours de la continuité dans un contexte beaucoup plus difficile de crise économique, de réingénierie de l'Etat et d'austérité."

La CSN attendait un discours à saveur beaucoup plus économique alors que les mesures restent vagues. "Il n'y a rien de rassurant pour les travailleuses et les travailleurs. Si on annonce une aide pour les entreprises en difficulté, il n'y a rien pour le monde ordinaire. Rien pour bonifier l'assurance emploi. Rien pour les travailleurs âgés. Rien, non plus, pour les retraités qui doivent convertir leur REER", poursuit la présidente de la CSN qui attend l'énoncé économique de la semaine prochaine.

"Ce discours du Trône livré en pleine crise aurait dû contenir des mesures beaucoup plus claires. Au contraire, il porte un message contradictoire. On affirme ne pas vouloir faire de l'équilibre budgétaire un dogme, mais on resserre les dépenses ; ce qui n'est pas un bon signal en période de crise", estime le trésorier de la CSN, Pierre Patry.

La présidente de la CSN note que le discours du gouvernement conservateur reste le même sur le protocole Kyoto. "Il n'y a rien de nouveau sur l'environnement, si ce n'est une porte ouverte vers le nucléaire dont le Québec n'a pas besoin. Le discours reste également le même sur la sécurité, les jeunes contrevenants, le rôle des forces armées."

"Une commission des valeurs mobilières pancanadienne et une réforme du Sénat dont le Québec ne veut pas; le premier ministre ne semble pas avoir pris acte du

résultat de l'élection au Québec", de souligner la dirigeante syndicale.

Quant à la charte sur le fédéralisme d'ouverture, la CSN trouve que le premier ministre coupe court au débat de fond, alors que les programmes où les provinces peuvent décider de se retirer deviennent de plus en plus rares.

"Pour la CSN, il s'agit d'un discours cousu de bonnes intentions dont on prendra la véritable mesure la semaine prochaine, lors de la mise à jour économique du ministre des Finances", de conclure Claudette Carbonneau.

Renseignements: Michelle Filteau, directrice du Service des communications de la CSN, (514) 598-2162, cellulaire: (514) 894-1326; Source:CSN

\*\*\*\*\*

**CTC, 19 novembre 2008 - Le discours du Trône apporte peu de réconfort aux Canadiens inquiets** - Le discours du Trône d'aujourd'hui apporte peu d'espoir ou de réconfort aux milliers de personnes durement touchées par la crise économique, affirme Ken Georgetti, président du Congrès du travail du Canada.

"Ce discours est censé exposer la vision de l'avenir du gouvernement", ajoute Georgetti, "mais ce que les Canadiens ont entendu aujourd'hui ne les aidera pas à mieux dormir ce soir, et certains aspects pourraient même provoquer des cauchemars. Les gens veulent des emplois et, s'ils les perdent, ils veulent une protection, mais je ne vois pas de promesse à ce sujet."

Georgetti souligne que le mouvement syndical a un plan réaliste pour protéger les emplois et les pensions. Il demande à Ottawa :

- De lancer immédiatement un important programme d'investissement public pour créer des emplois dès maintenant, de promouvoir les objectifs environnementaux et de bâtir de nouvelles industries pour l'avenir.

- D'accroître l'accès à l'assurance-emploi et à la formation. Les travailleurs et les travailleuses ont cotisé des milliards de dollars à l'assurance-emploi, et le régime doit être là pour eux lorsqu'ils en ont besoin. Les prestations ont été considérablement réduites et doivent être améliorées. Les personnes mises à pied doivent avoir un meilleur accès aux programmes de formation ouvrant la porte à de nouveaux emplois.

- De protéger les régimes de pension en créant un fonds de garantie et d'accroître

les prestations de la Sécurité de la vieillesse pour protéger les revenus des personnes à la retraite.

Le Congrès du travail du Canada, voix nationale du mouvement syndical, représente 3,2 millions de travailleuses et travailleurs canadiens. Le CTC réunit les syndicats nationaux et internationaux du Canada, les fédérations provinciales et territoriales du travail et 130 conseils du travail régionaux. Site web : [www.congresdutravail.ca](http://www.congresdutravail.ca)

\*\*\*\*\*

**Coordination des Sans-Chemise, 19 novembre 2008 - Discours du trône : Rien pour les chômeurs** - La Coordination des Sans-Chemise, qui réunit la CSN, la FTQ, la CSQ ainsi que le Conseil national des chômeurs (CNC), déplore le manque de sensibilité et l'aveuglement du gouvernement Harper face à la situation des travailleurs en chômage. Une récession économique frappe l'ensemble de l'économie mondiale ; le chômage va frapper la vie de milliers de personnes ; et ce gouvernement, une fois de plus, refuse d'améliorer le régime d'assurance-emploi, même s'il sait bénéficier de l'appui du Parlement pour ce faire.

Alors que de nombreux pays européens, ainsi que la prochaine administration des Etats-Unis, annoncent une plus grande accessibilité à leur régime d'assurance-emploi, le gouvernement canadien, lui, préfère rester muet.

Nous rappelons que moins de la moitié (46%) des travailleurs cotisants ont accès au régime d'assurance-emploi en cas de besoin. Nous rappelons que différents facteurs viennent diminuer le taux de prestations ainsi que la période de prestations. Nous rappelons que le délai de carence fait porter aux travailleurs le poids financier des deux premières semaines de chômage. Nous rappelons que ce régime dégage d'énormes surplus qui devraient être consacrés à l'amélioration du régime et du sort économique des travailleurs.

Nous croyons qu'il est de toute première importance qu'il y ait :

- amélioration de l'accessibilité au régime d'assurance-emploi;
- augmentation notable du taux de prestations;
- une plus longue période de prestations;
- abolition du délai de carence.

### **De nécessaires améliorations plus pertinentes que jamais**

Le régime d'assurance-emploi doit retrouver sa fonction première, soit de protéger les travailleurs lorsqu'ils se retrouvent en situation de chômage. Il y a urgence en la

matière. C'est pourquoi nous demandons à l'opposition majoritaire d'imposer cette volonté au gouvernement conservateur qui fait obstruction.

La vision sociale et économique de ce gouvernement est rétrograde et nous ramène, sur différents plans, aux derniers moments de l'administration Bush. Le Canada, et le Québec, méritent mieux.

Renseignements: Michelle Filteau, CSN, (514) 894-1326; Marjolaine Perreault, CSQ, (514) 235-5082; Jean Laverdière, FTQ, (514) 893-7809; Pierre Céré, CNC, (514) 606-4074; Source: Coordination des Sans-Chemise avec CNC, CSN, CSQ et FTQ

\*\*\*\*\*

### **Parti conservateur, 19 novembre 2008 - Protéger l'avenir du Canada -**

Discours du Trône à l'image du mandat renforcé conféré par l'électorat Son Excellence la très honorable Michaëlle Jean, gouverneure générale du Canada, a présenté aujourd'hui le discours du Trône du gouvernement qui inaugure le 40e Parlement du Canada. Dans son allocution, la gouverneure générale a exposé le vaste programme que le gouvernement du Canada suivra afin de protéger l'avenir de notre pays en ces temps d'instabilité économique mondiale.

Sous le leadership du Premier ministre Stephen Harper, le gouvernement du Canada appliquera un plan en cinq volets pour accroître la sécurité économique du pays :

**-Réformer le secteur financier mondial** en mobilisant nos alliés et nos partenaires commerciaux pour revoir et réformer les règles à la base du système financier mondial.

**-Assurer la saine gestion des finances publiques** en veillant à ce que le Canada ne renoue pas avec des déficits structurels permanents et insoutenables tout en examinant à la loupe toutes les dépenses fédérales.

**-Reconnaître l'importance de la sécurité d'emploi pour les familles et les collectivités** en encourageant l'apprentissage de métiers spécialisés et la formation en entreprise, en soutenant les travailleurs en transition et en apportant de nouveaux soutiens aux industries de l'automobile et de l'aérospatiale.

**-Promouvoir l'investissement et le commerce** en modernisant les lois sur l'investissement, la concurrence et le droit d'auteur, tout en collaborant avec les États Unis pour relever les défis que nous partageons et en cherchant à conclure de

nouveaux accords commerciaux en Europe, en Asie et dans les Amériques.

**-Accroître l'efficacité de l'action gouvernementale** en réduisant les tracasseries administratives, en corrigeant les procédures d'approvisionnement et en améliorant, d'une part, l'administration des programmes et des services et, d'autre part, la gestion des organismes, conseils, commissions et sociétés d'État du Canada.

En plus de détailler les grandes priorités économiques du gouvernement, le discours du Trône décrit également les autres secteurs dans lesquels le gouvernement Harper souhaite atteindre des résultats concrets pour les Canadiens et les Canadiennes :

**-Assurer notre avenir énergétique** en mettant en valeur nos richesses énergétiques et en encourageant le développement d'énergies propres, notamment l'exploitation des nappes de gaz naturel dans le Nord du Canada. Le gouvernement veillera à ce que le Canada ait une réglementation efficace afin d'encadrer d'éventuels projets nucléaires.

**-Lutter contre les changements climatiques** et préserver notre environnement en réduisant les émissions de gaz à effet de serre du Canada de 20 p. 100 d'ici 2020, en satisfaisant d'ici la même année, grâce à des sources non émettrices, 90 p. 100 des besoins en électricité au Canada, et en interdisant les exportations massives d'eau.

**-Aider tous les Canadiens et les Canadiennes à participer** en bonifiant la Prestation universelle pour la garde d'enfants, en améliorant l'accès aux prestations de maternité et aux prestations parentales aux termes de l'assurance-emploi, et en aidant les familles qui s'occupent de proches handicapés.

**-Assurer la sécurité des Canadiens et des Canadiennes** en imposant des peines plus sévères aux auteurs de crimes graves, en resserrant les règles de contrôle des aliments et des produits de consommation, et en faisant une nouvelle déclaration sur la sécurité nationale.

**-Contribuer à la sécurité mondiale** en veillant à ce que notre politique étrangère soit fondée sur les valeurs canadiennes, en modernisant les Forces canadiennes en leur procurant le meilleur équipement possible, et en transformant la mission du Canada en Afghanistan afin de l'axer davantage sur la reconstruction et le développement.

**-Renforcer nos institutions**, notamment en déposant à la Chambre des

communes un projet de loi rapprochant la Colombie-Britannique, l'Alberta et l'Ontario du principe de la représentation selon la population, en présentant des projets de loi sur la durée maximale du mandat des sénateurs ainsi que sur la consultation des électeurs concernant leur nomination, et en inscrivant le principe du respect des compétences des provinces dans une Charte du fédéralisme d'ouverture.

Les Canadiens et les Canadiennes ont élu un gouvernement afin qu'il protège leurs intérêts en ces temps d'incertitude économique mondiale. Le mandat du gouvernement exposé dans le discours du Trône dit clairement aux particuliers, aux familles et aux entreprises que leur avenir est entre bonnes mains et qu'ils ressortiront plus forts que jamais de cette période d'instabilité économique planétaire.